

« Oui, j'ai déjà été engueulée au MR ! »



Christine Defraigne n'a pas sa langue en poche

Christine Defraigne, la rebelle du MR ? Ses récentes prises de position (visites domiciliaires, fusion Resa/Ores dans le domaine de l'énergie) ont pu crispier certains de ses collègues libéraux, mais ils n'arriveront pas à faire taire la présidente du Sénat et députée wallonne qui revendique son droit et son devoir de dire les choses... Et elle ne s'en prive pas !

➤ **Vous votez une motion communale contre le projet de visites domiciliaires du gouvernement, vous faites entendre à un ministre libéral, M. Crucke, vos réticences sur l'un de ses projets, vous êtes une rebelle au sein du MR ?**
Mon but n'est pas d'être rebelle ou de faire la révolution. Dans une coalition, il peut y avoir des expressions plus nuancées. C'est ce que j'apporte à ma façon. Si je ne suis pas d'accord, je le dis. Cela n'est pas la première fois depuis que ce gouvernement est en place et ça s'est produit quand nous étions en coalition avec le PS. Je me souviens d'échanges vifs avec Laurette Onkelinx. Je suis une libérale francophone, pas une nationaliste flamande ! Et cela ne remet pas en cause ma loyauté vis-à-vis de mon parti.

➤ **Ce qui ne signifie pas que le**

MR soit ravi de vos sorties...

C'est vrai que je me suis déjà fait engueuler pour mes sorties, mais c'est mon droit et mon devoir de dire les choses. C'est toujours argumenté et remis dans son contexte. Je suis sincère, c'est important en politique. Cette liberté d'expression fait la richesse, la vitalité démocratique d'un parti. Je pense que le MR a tout à y gagner. Un parti n'est pas monolithique, il est fait

d'hommes et de femmes de chair et de sang qui ont leurs convictions. Sur les visites domiciliaires, j'ai reçu des centaines de messages et pas de la gauche pure et dure. De libéraux qui étaient très contents de ma position.

➤ **Un président de parti ou un Premier ministre pourrait y voir un manque de respect pour son autorité ?**

Sur les visites domiciliaires, Olivier Chastel m'a téléphoné et on a débattu. Je respecte l'autorité. Sans doute qu'un président préférerait des gens avec une cheve-

« Je ne me lève pas tous les matins en me disant : quelle tristesse que je ne sois pas ministre »

lure plus lisse et moins de mèches qui dépassent (rires). Moi aussi peut-être si je l'étais... Mais je ne voudrais l'être pour rien au monde. La vie de président de parti est difficile. Je respecte beaucoup Olivier. Je l'aime bien et je trouve qu'il fait un boulot remarquable dans des circonstances pas simples. Mon intention n'est pas de lui rendre la vie plus difficile. Je le répète : à chaque prise de position, j'argumente, je contextualise. Aussi sur des choses plus juridiques. C'est ma formation... ou déformation professionnelle. Cela peut aussi favoriser la réflexion...

➤ **Certains imaginent que c'est une façon de dire au MR que si l'on vous avait confié un poste de ministre, le parti se serait épargné ces sorties ?**
La vie politique est ainsi faite. Les regrets sont toujours éternels...

J'ai appris à ne jamais trop regarder dans le rétroviseur. Ma nature me porte à aller de l'avant. Je ne suis pas dans le calcul. J'ai lu beaucoup d'intentions que l'on me prêtait. Que je jouerais mon va-tout... Je considère qu'après autant d'années de participation aux campagnes, de vie parlementaire et communale, j'ai peut-être mérité les galons pour avoir plus de champ. Je pense que c'est Philippe Seguin (ancien ministre français, NdR) qui disait que sans

liberté d'expression, il n'y a pas de loyauté qui vaille...

➤ **Des regrets quand même ? C'était malgré tout un rêve ?**

Je prends le meilleur de chaque situation. J'ai tant de centres d'intérêt. Je rêvais d'être diplomate, prof d'unif... Il me faudrait sept vies ! Je ne me lève pas tous les matins en me disant : quelle tristesse que je ne sois pas ministre. Le parti a fait ses choix. Dont acte. Et ce choix m'a menée là où je suis et me donne peut-être plus de liberté. Je remercie le parti de me l'avoir donnée.

➤ **Ce qui vous dérange, c'est peut-être que le MR donne parfois l'impression de suivre aveuglément la N-VA ?**

Le parti prend de la distance quand il le faut. Le Premier ministre a déjà rappelé Francken à l'ordre quand sa communication était inadéquate. Idem sur la sortie de la N-VA à propos du pacte énergétique et du nucléaire. La difficulté peut venir du fait que nous sommes le seul parti francophone de la majorité. Mais la N-VA doit aussi savoir qu'elle ne peut pas venir chaque semaine avec une sortie qui donnerait l'impression d'une lézarde dans la coalition. Sinon, elle finira par ne plus avoir de partenaire francophone. ●

INTERVIEW > DIDIER SWYSEN

Les inscrire dans la Constitution

Droits des animaux: le dossier avance

La cause animale n'est pas un thème facultatif pour Christine Defraigne.

À l'été dernier, elle s'est impliquée, avec la sénatrice Sabine De Bethune (CD&V), dans le projet d'inscrire les droits des animaux dans la Constitution. « Le dossier avance. On entre même dans le vif du sujet, car on a programmé des auditions de spécialistes de la cause animale, de scientifiques, de professeurs de droit constitutionnel », explique

M^{re} Defraigne. « Je garde l'espoir de le faire aboutir avant la fin de la législature, mais ce n'est pas simple car il faut une majorité spéciale pour modifier la Constitution. »

➤ **ON ME RIAIT AU NEZ**

Comment ce combat en faveur de la cause animale est-il perçu

aujourd'hui ?

« Au début, tout le monde me riait au nez », se souvient-elle. « On

me conseillait de m'intéresser plutôt aux êtres humains, aux problèmes des enfants... mais je le fais aussi ! Et puis, vous connaissez l'adage liégeois : « qui aime les bêtes, aime les gens ». En m'occupant des animaux, je m'occupe aussi des gens bien évidemment : pour de nombreuses personnes, un animal de compagnie est le seul compagnon. Plus de deux millions de personnes en ont un en Belgique ! Je ne vous parle pas de toutes les vertus thérapeu-

tiques et d'apaisement que l'on prête aux animaux. Mais je constate, qu'avec le temps, certains collègues, plutôt goguenards à l'époque, s'intéressent maintenant à ces questions. Je m'en réjouis sincèrement. C'est un sujet de société fondamental ! »

PLUS DE POURSUITES

Si elle avait une baguette magique, que changerait-elle du jour au lendemain ? « Il reste du

bolnot ! Il faut mieux réguler le fonctionnement des abattoirs, faire que les normes soient exécutées concrètement, car la souffrance animale est parfois terrible et croyez bien que je ne nie pas l'activité économique. Il y a aussi des progrès à faire en termes d'expérimentation animale. Ou que l'éco-fourrure (fourrure synthétique, NdR) devienne la règle. Si j'avais une baguette magique, mon vœu serait qu'il y ait moins d'animaux en détresse dans les refuges et que les tribunaux poursuivent plus systématiquement les pervers qui maltraitent les animaux. Je ne parle pas nécessairement de peines de prison, mais de

travaux d'intérêt général au bénéfice de la cause animale.»

D.S.W.

« Bourgmestre de Liège, ça m'intéresse »

Si la présidente du Sénat s'inquiète de l'évolution des réseaux sociaux qui ne rendent pas la vie politique plus facile (« le meilleur et le pire s'y côtoient, entre source d'information et cloaque »), elle, la femme politique qui a dû subir des réflexions sexistes au début de sa

carrière, se réjouit de voir qu'il y a eu une libération de la parole. « La condescendance et le mépris, on a compris que cela suffisait. Quand une femme dit « non », c'est « non ». Je précise que ces questions ne m'obsèdent pas et que je ne m'offusque pas d'une

plaisanterie. Je suis liégeoise », sourit-elle. « Mais si c'est pour rabaisser pour une question de genre, ce n'est pas acceptable. » Elle dit pourtant rester vigilante. « Je n'aurais jamais imaginé devoir encore me battre pour des droits élémentaires (avorte-

ment...) Je suis beaucoup plus féministe aujourd'hui qu'à 25 ans. Il faut rester vigilants. L'égalité totale hommes-femmes n'existe pas encore dans les faits. »

FEMME ET MAÏEURE

À Liège, cette égalité passe par

l'avènement d'une femme bourgmestre ? « Je connais quelqu'un que cela pourrait intéresser », rit-elle. « On verra bien les rapports de forces après les élections, mais j'aime tellement Liège que je prendrais mes responsabilités si cela se présentait. »

D.S.W.

Elle n'a pas encore fait le deuil d'Hercule, son boxer

« Je ne sais pas si je reprendrai un chien »

Le 31 janvier, Christine Defraigne perdait son chien, Hercule (un boxer). « Il est mort dans mes bras », dit-elle. A-t-elle déjà repris un animal ? « Non, pas encore. J'en ai parlé avec mon fils, mais nous sommes toujours un peu en deuil, dans la phase de tristesse. J'en ai encore les larmes aux yeux quand

j'en parle. C'était un animal d'une grande affection, d'une grande intelligence. C'est un vide terrible... Je me dis parfois que je ne vais pas en reprendre, mais vivre sans animal, c'est difficile. »

Les animaux occupent donc une belle place dans les combats de Christine Defraigne. Au

point de mériter un parti entièrement dédié à leur bien-être ? Il y en a un qui est né récemment : DierAnimal. Qu'en pense-t-elle ? « Ce n'est pas né-

cessaire pour faire avancer la cause animale. C'est par l'évolution des partis politiques que l'on y arrivera, aussi par la mobilisation d'associations comme Gaia. Je ne veux pas d'une sorte d'intégrisme. Je me méfie toujours des religions laïques », conclut la présidente du Sénat. ●

D.S.W.

Une présidente qui trouve que l'on est injuste avec son institution

Elle n'a pas la vie simple au Sénat avec la N-VA

Question simple, voire naïve : c'est quoi la vie d'une présidente du Sénat ?

C'est beaucoup de choses. Le travail parlementaire, toute une partie diplomatique, missions à l'étranger comprises. Je fais un peu la VRP de Didier Reynders (rires). Il y a le Bureau que je préside, toute la gestion journalière et budgétaire d'un Sénat impacté par la sixième réforme de l'État. L'aspect protocolaire, les conférences où l'on me demande, les colloques que j'organise et qui sont des mines de renseignements... Quasiment un temps plein !

Où trouvez-vous alors le temps pour être députée wallonne, députée à la Fédération Wallonie-Bruxelles, conseillère communale ?

Je fais tourner les assiettes chinoises ! Je présidais une Commission à la Fédération, je ne sais plus le faire, les séances se tiennent en même temps que

celles du Sénat. J'essaie de garder une activité au Parlement wallon. Quant à mon engagement communal, c'est le soir. C'est un engagement très fort dans mon chef.

La sixième réforme de l'État a fait un sort difficile au Sénat et la N-VA ne l'aime pas. Je dois beaucoup ferrailler pour faire tourner la boutique. Il y a des moments passionnants, mais on n'a pas la visibilité que l'on mériterait, également dans les médias. Je le dis sans polémique.

Le Sénat reste menacé de disparition ?

La menace plane toujours. Je porte au crédit de la N-VA qu'ils n'avancent pas masqués ! Si l'on supprime le Sénat, la Belgique ne sera plus un État fédéral mais confédéral. Dans tous les États fédéraux du monde, sauf au Venezuela qui n'est pas un exemple frappant de démocratie vivante, il y a une assemblée comme le Sénat, composée de

représentants des entités fédérées qui doivent avoir leur mot à dire sur l'élaboration de la norme fédérale.

Mais que pèse encore le

Sénat dans notre vie politique ?

La sixième réforme de l'État a réduit son rôle de façon trop drastique. La seconde difficulté : il n'y a pas de parité entre la représentation du nord et du sud du pays. On aurait dû avoir la ratification des traités, mais le CD&V a refusé. Si on nous avait laissé une vraie seconde lecture en matière de Justice, par exemple, on aurait pu s'épargner certaines annulations de textes devant

« Au Sénat, j'ai fait 40% d'économies. Qui en a fait

autant ailleurs ? »

la Cour constitutionnelle ! Le Sénat, c'est un outil formidable, lieu de rencontre, de dialogue, de confrontation et de conciliation entre Communautés et Régions. Où peut-on mieux parler de neutralité, de laïcité dans la Constitution, de grands combats bioéthiques ? En matière de GPA (gestation pour autrui, NdR), cela cale à la Chambre, alors que l'on a mené une réflexion extraordinaire au Sénat. Il ne reste plus qu'à la traduire en loi, mais on n'a plus cette compétence ! Nous sommes à la croisée des chemins : il faudra jouer franc jeu pour la prochaine législation et replacer le curseur dans un sens plus favorable au Sénat. Il faudra discuter de

la possibilité de nous redonner des compétences. Nous avons beaucoup à gagner à nous inspirer du Bundesrat allemand. C'est l'exemple d'un fédéralisme de coopération et pas de blocage.

Chez nous, tout se termine toujours par des questions d'argent et d'économies...

Mais j'ai fait 40 % d'économies depuis mon arrivée ! Personne ne peut en dire autant dans aucune autre institution. J'ai calculé que la suppression du Sénat ferait économiser 7 millions d'euros environ. Cela en vaut-il la peine, alors qu'un lieu de concertation, un organe de conciliation est nécessaire ? Je vois que la N-VA essaie parfois de bypasser le Sénat qui est devenu un enjeu symbolique pour certains. Est-ce parce que notre sigle est surmonté d'une jolie cotromme ? ●

INTERVIEW > D.S.W.

Liégeoise jusqu'au bout des ongles

« Mon devoir : défendre Liège ! »

Le débat autour du projet de fusion entre Ores et Resa, les deux plus gros gestionnaires de réseau de distribution (GRD) de gaz et d'électricité en Wallonie ne laisse vraiment pas Christine Defraigne indifférente. Même si le projet du ministre wallon MR de l'Énergie, Jean-Luc Crucke, n'impose pas de fusion, l'idée d'une séparation

Resa/Nethys pousse le groupe liégeois à examiner tous les scénarios possibles pour Resa.

PAS DE PERTE D'EMPLOIS À LIÈGE !

« Une synergie ne me pose pas de problème, mais bien une fusion si c'est synonyme d'énergie plus chère sur la facture des Lié-

geois », s'emballe M^{me} Defraigne, « si le centre de déci-

sion de Resa quitte Liège, si cela signifie une perte d'emplois et de dividendes aux communes liégeoises. C'est un enjeu fondamental pour ma ville. Mon droit, mon devoir et ma responsabilité est de défendre les intérêts des Liégeois que je représente au Parlement wallon comme au conseil communal de Liège. C'est cela qui m'importe. J'ai

discuté avec Jean-Luc Crucke qui m'a dit qu'il pouvait vivre avec ce que je dis. Je lui ai répondu que j'espérais que je pourrais vivre avec ce qu'il fait. C'était une boutade », sourit-elle aussitôt.

JEAN-LUC CRUCKE EST AVERTI

Elle reconnaît d'ailleurs que son collègue Crucke est « un

très bon ministre des Finances. Il a bouclé sa réforme de la fiscalité wallonne en un temps très bref et c'est remarquable. Il doit pouvoir entendre mes remarques et il le fait parce que c'est quelqu'un de positif. Je l'ai averti que je serai attentive à tous les dossiers liégeois ». ●

D.SW.